

Transport du grain de l'Ouest—Loi

Ce manque de compréhension du Canada en tant que pays se trouve également aggravé par le fait que le gouvernement n'a pas réussi à proposer une loi efficace sur les droits des experts en phytogénétique ou, à défaut, à susciter l'élaboration d'une politique de recherche céréalière qui éviterait au gouvernement fédéral d'avoir à verser des subventions aux agriculteurs de l'Est pour que leurs cultures soient rentables.

Quelques membres du comité de l'agriculture de la Chambre des communes du Royaume-Uni sont récemment venus en visite au Canada. J'ai eu le privilège d'être invité par le ministre de l'Agriculture à assister à une réception donnée en l'honneur de ces invités du Canada. J'ai eu le plaisir d'être placé à côté d'un député britannique qui m'a appris que leur programme de recherche leur avait permis de mettre au point des variétés de blé qui donnent des rendements de quatre à cinq tonnes l'acre. On a également demandé à l'organisme de recherche de produire une variété permettant un rendement de six tonnes l'acre. Les chercheurs ont répondu que les agriculteurs pourraient peut-être cultiver cette variété d'ici cinq ans.

Encore une fois, nous n'avons aucune politique de recherche agricole au moment où l'on examine les besoins globaux de l'agriculture. On apprend que d'autres variétés de céréales présentement mises au point en Europe ont des rendements très élevés. Le climat des régions d'Europe est relativement comparable à celui de nos régions de l'Atlantique. Peut-être le ministre et le gouvernement dans son ensemble n'auraient-ils pas à subir certaines des critiques que je leur ai adressées, aujourd'hui si le rendement de l'agriculture dans les provinces Maritimes était plus élevé, chose que nous ne saurions espérer dans les conditions actuelles.

Je crois parler au nom des députés des Maritimes en exigeant du ministre qu'il se pose en ardent défenseur d'une politique agricole en matière de production céréalière et, en attendant que survienne un tel changement, qu'il consacre plus de fonds au programme de subvention au transport du grain de provenance afin de permettre aux éleveurs de l'Est de soutenir la concurrence des éleveurs des autres régions. Je crois sincèrement ne faire là qu'une requête bien raisonnable.

Enfin, je tiens à demander encore une fois qu'on étudie ce que le projet de loi relatif au tarif du Nid-de-Corbeau coûtera à l'éleveur de l'est du Canada. Le gouvernement devrait assortir ce projet de loi d'une politique gouvernementale appropriée destinée, premièrement, à réduire l'écart qui existe présentement dans la structure concurrentielle de la production de viande au Canada et, deuxièmement à nous assurer que ce projet de loi ne va pas aggraver davantage une situation déjà très défavorable.

M. Derek Blackburn (Brant): Monsieur le Président, je suis heureux de participer à ce débat bien que le sujet de discussion, l'abolition du tarif du Nid-de-Corbeau, soit un anathème pour la majorité des vrais Canadiens, ceux du centre du Canada et surtout ceux de l'Ouest. En fait, je me demande pourquoi la Chambre perd son temps à étudier une mesure aussi inique. Je félicite le député de Regina-Ouest (M. Benjamin) d'avoir proposé d'en reporter l'étude à six mois. C'est dommage que nous ne puissions le différer de six ans ou même de 60.

La plupart de ceux qui ont pris la parole cet après-midi représentent des circonscriptions de l'Ouest. Personnellement je viens du sud de l'Ontario. Mais autant que n'importe quel député de l'Ouest, je m'inquiète des effets à long terme de la

suppression du tarif du Corbeau. Car même ma circonscription en subira les contrecoups.

Avant de vous expliquer en quoi la circonscription de Brant sera touchée, j'aurai une question plus terre à terre à poser. Où sont passés les libéraux? Si cette mesure est si importante, pourquoi le ministre responsable est-il incapable de galvaniser ses troupes? Où sont les députés libéraux prêts à soutenir et à défendre le gouvernement? Ils ont disparu. J'en vois un qui quitte la Chambre. Il en avait assez. J'aurais cru que tous les libéraux se seraient fait un devoir de profiter de l'occasion pour défendre le gouvernement. Je dois admettre avec beaucoup d'entre eux que la mesure est sans doute indéfendable, mais au moins par devoir politique, ils auraient pu faire valoir des arguments pour créer l'impression que les libéraux ne sont pas nécessairement voués à leur propre destruction à l'ouest de l'Ontario.

Cette mesure n'aidera sûrement pas le parti libéral de l'Ouest. Une fois encore, le gouvernement libéral n'a aucun égard pour les moindres citoyens de l'Ouest, notamment les céréaliers et les cultivateurs. Je ne parle pas des entreprises agro-alimentaires mais plutôt des exploitations familiales. Les libéraux peuvent bien courir au suicide politique dans l'Ouest, mais ce faisant ils se disposent à faire disparaître l'exploitation familiale. C'est ce qui finira par arriver. Le petit agriculteur des Prairies, aux prises avec des frais de transport qu'il ne pourra supporter, ne pourra pas résister.

Nos principaux concurrents, ceux des États-Unis, de la plupart des pays d'Europe, d'Australie, du Brésil, d'Argentine et d'autres pays, sont largement subventionnés par leur gouvernement. Les céréaliers sont aidés directement. Si le projet de loi à l'étude est adopté ou si les libéraux sont décidés à l'imposer même par la clôture, j'entrevois un très mauvais avenir pour les Prairies. L'exploitation familiale va disparaître. En fait, il se peut fort bien que les exploitations individuelles disparaissent complètement du paysage de l'Ouest. Les grandes exploitations agro-alimentaires continueront à se développer et à devenir puissantes. Une fois encore le petit cultivateur reçoit un coup de pied au derrière par un gouvernement autocrate et arrogant qui est décidé à faire ce qui lui plaît même en dépit du bon sens.

Ensuite qu'en est-il du CP, ce grand bastion de la libre entreprise qui a aidé à coloniser l'Ouest et à unir notre pays? Bien des mythes entourent le CP. J'ai beaucoup de respect pour le vieux Van Horne et son équipe qui ont construit le CP. J'ai aussi le plus grand respect pour les terrassiers irlandais et les travailleurs chinois en l'honneur desquels aucun monument n'a été érigé au Canada, mais qui ont pourtant sué sang et eau pour construire le chemin de fer qui traverse le pays. Des centaines de travailleurs sont morts sur le chantier, soit d'épuisement, soit faute d'une nourriture convenable ou encore à la suite d'accidents. Cela ne nous empêche pas pour autant de présenter le CP comme un exemple parfait de la façon dont la libre entreprise peut unifier un pays. Je n'ai pas l'impression que beaucoup de Canadiens savent que 60 p. 100 des capitaux qui ont servi à édifier ce symbole exemplaire de la libre entreprise étaient des fonds publics prélevés d'une manière ou d'une autre dans les poches des contribuables canadiens et versés au CP sous diverses formes; subventions, concessions, abattements fiscaux, que sais-je encore.